



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Mayotte

Service environnement et prévention des risques  
Unité police de l'eau et de l'environnement

Nos réf. : 98 /2019/SEPR/PEE/37D  
Numéro CASCADE : 976-2018-00021  
Affaire suivie par : Thierry FONTAINE  
[thierry.fontaine1@developpement-durable.gouv.fr](mailto:thierry.fontaine1@developpement-durable.gouv.fr)  
Tél. : 02 69 64 83 63  
Courriel : [pee.sepr.deal-mayotte@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pee.sepr.deal-mayotte@developpement-durable.gouv.fr)

Mamoudzou, le

04 FEV. 2019

Le directeur,

à

Monsieur le Maire de Mamoudzou

Hôtel de ville  
97 600 MAMOUDZOU  
À l'attention de Monsieur Hamada SIDI

**Objet :** dossier de déclaration loi sur l'eau au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement

**Notification d'accord**

**PJ :** - Récépissé de déclaration

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration loi sur l'eau au titre du code de l'environnement concernant l'opération :

**Aménagement d'aires de loisirs et de sécurisation de la mangrove  
sur le lieu-dit « ancien village de Tsoundzou 1 »**

pour lequel un récépissé vous a été délivré le 04 décembre 2018, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Dès lors, vous pouvez entreprendre ces opérations à compter de la réception de ce courrier sous réserve de l'obtention des éventuelles autorisations requises au titre d'autres réglementations.

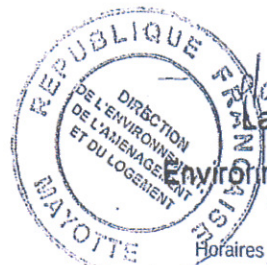
■ **Rappel réglementaire du code de l'urbanisme**

Le projet s'inscrit en partie dans une zone classée « espace remarquable du littoral » dont le règlement interdit toute construction ou installation, exception faite de celles autorisées au titre de l'article R121-5 du code de l'urbanisme. L'interdiction ne s'applique pas à la réalisation d'aménagements légers nécessaires à l'ouverture au public, tels que les cheminements piétonniers et cyclables et les sentes équestres ni cimentés, ni bitumés.

Il convient de vous référer au plan local d'urbanisme qui décline les obligations liées à cette zone.

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, les copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la Mairie de la commune de Mamoudzou pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces deux documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture pendant une période d'au moins six mois.



Le directeur,

La Cheffe du Service  
Environnement et Prévention des  
Risques

Horaires d'ouverture : 8h00-12h00 / 14h00-17h00

Caroline MAUDOUAT

BP 109 Terre plein de M'Isapéré  
97 600 Mamoudzou



PRÉFET DE MAYOTTE

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
CONCERNANT  
L'AMÉNAGEMENT D'AIRES DE LOISIRS ET DE SÉCURISATION DE LA MANGROVE  
SUR LE LIEU-DIT « ANCIEN VILLAGE DE TOUNDZOU 1 »

LE PRÉFET DE MAYOTTE

**ATTENTION :** CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX.

**VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R. 214-56 ;

**VU** le code civil et notamment son article 640 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-314-DEAL-SEPR (NOR : DEVL1526042A) du 27 novembre 2015 relatif à l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de Mayotte pour le cycle 2016-2021 ;

**VU** le dossier de déclaration relatif à l'aménagement d'aires de loisirs et de sécurisation de la mangrove sur le lieu-dit « ancien village de Toundzou 1 », considéré complet en date du 03 décembre 2018.

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Commune de Mamoudzou**

concernant : L'aménagement d'aires de loisirs et de sécurisation de la mangrove sur le lieu-dit « ancien village de Toundzou 1 », commune de Mamoudzou, dont la réalisation est prévue dans la dite localité.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Description	Régime applicable
2.1:5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	La surface du bassin versant intercepté (incluant celle du projet) est d'environ 5,2 ha.	Déclaration

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 01 février 2019**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R.214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximal de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par l'unité police de l'eau et de l'environnement à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, copie de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de Mamoudzou où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Mayotte durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de Mamoudzou par les tiers dans un délai de un an dans les conditions définies à l'article L.514-6 du code de l'environnement.

L'unité police de l'eau et de l'environnement devra être avertie de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Mamoudzou, le

04 DEC. 2018

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur de l'Environnement de  
l'environnement, de l'aménagement et du  
logement empêché,

La cheffe du service environnement et  
prévention des risques



Caroline MAUDUIT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau et de l'environnement en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau et de l'environnement où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'environnement de l'aménagement et du logement du ministère de la transition écologique et solidaire.